



Sommaire des échanges du forum Réseau Eau

Mai - Juin 2010

Contact :
Maité RIGAILL
Animatrice
Tél : 01 45 15 09 52
Email : m.rigail@idealconnaissances.com

partage
travail collaboratif
ouverture
mutualisation
intelligence collective
déontologie
solidarité



Le Réseau Eau est destinés aux professionnels de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Il vous permet de trouver des solutions ou de vous guider dans vos projets au quotidien en identifiant les bonnes pratiques et les expériences d'autres professionnels.

Pour cela, il faut créer une dynamique basée sur l'intérêt de chacun mais également sur la réciprocité des échanges.

N'hésitez pas à faire circuler ces questions aux personnes concernées et :

- soit apporter directement vos réponses en cliquant sur le lien en bas de chaque question,
- soit nous transmettre par mail les éléments de réponse que vous aurez recueillis: nous les intégrerons aux échanges.

Le Réseau Eau met à votre disposition 2 outils en ligne pour mutualiser vos expériences sur : www.reseau-eau.net

■ Un Forum de gestion des connaissances

Cet outil d'échange interactif permet à l'utilisateur de poser une question sur un problème concret et de témoigner de ses expériences sur les thèmes abordés. Le tout constitue un dossier de connaissances indexé et consultable.

■ Une Bibliothèque de documents à haute valeur ajoutée

Véritable centre de ressources, la Bibliothèque est alimentée par ses membres et l'animateur. Des documents ont déjà été publiés et sont présentés dans ce document. Vous êtes invités, ainsi que vos partenaires, à les enrichir d'informations relatives à des actions menées sur votre territoire.

Si vous souhaitez disposer de codes d'accès pour pouvoir consulter les échanges ou si vous les avez perdus, vous pouvez contacter Maïté RIGAILL au 01 45 15 09 52 ou par mail : m.rigail@idealconnaissances.com

■ Bilan des échanges :

Questions posées	Réponses apportées	Documents archivés	Total des échanges
107	219	36	394

QUESTIONS DU FORUM :

1. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	2
2. EAU POTABLE	8
3. EAUX PLUVIALES	10
4. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	10
5. DOCUMENTS DE LA BIBLIOTHEQUE	18
5.1 Supports d'intervention	19
5.2 Les notes d'experts du Réseau.....	19

1. Assainissement Non Collectif

Le : 30/06/2010

[ANC] Agrément microstation NEVE

J'ai reçu il y a quelques jours par un commercial une notification d'agrément du 23 juin pour la microstation topaze (avec filtre à sable) de NEVE. Dans leur courrier il est noté que "la fiche descriptive correspondante sera publiée au JORF comportant le numéro d'agrément n°2010-003." Avez-vous des informations ?

Nombre de réponses : 2

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 29/06/2010

[ANC] Recherche cahiers des charges pour marchés à bon de commande de maîtrise d'œuvre et de travaux

Je suis à la recherche d'exemples de cahier des charges et de bordereaux de prix pour des marchés à bon de commande : - de maîtrise d'œuvre, si possible axés sur des travaux d'assainissement et d'eau potable classiques (réhabilitation sans tranchées, extension de réseaux, remplacement...) et qui définisse par avance des coefficients de complexité permettant de moduler la rémunération selon la spécificité de chaque opération, - de travaux de réhabilitation de réseaux d'assainissement (en tranchée et sans tranchée). L'objectif est bien entendu de ne procéder qu'à une seule procédure de marché public et ainsi gagner en efficacité.

Nombre de réponses : 0

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 29/06/2010

[ANC] Application de la PRE sur deuxième permis de construire

Le service urbanisme s'interroge sur l'application de la PRE suite à 2 permis de construire successifs à 2 ans d'écart pour la même parcelle : une PRE ayant déjà été facturée pour le 1er Permis de Construire (mais annulé par les propriétaires), peut-il être exigée la nouvelle PRE 2 ans plus tard sur ce nouveau permis (la PRE ayant très largement augmentée entre ces 2 dates...) ?

Nombre de réponses : 1

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 29/06/2010

[ANC] Statistiques SPANC : qualifications / statuts

Je suis à la recherche de statistique sur les agents du SPANC, et je crois savoir que votre réseau en a réalisé. Je suis à la recherche de chiffre concernant les qualifications des agents SPANC et plus particulièrement des chiffres concernant leur statut (Fonction publique ou privé, ainsi que leur grade).

Nombre de réponses : 3

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 28/06/2010

[ANC] Pièce principale

Je souhaite savoir si une pièce principale de 40 m² doit être comptabilisée sur la base d'une seule pièce principale pour le dimensionnement d'un ANC ou bien sur la base de 2 pièces principales du fait de son importante superficie, et sur quels textes se baser. Il me semble que certains SPANC les comptabilisent comme 2 pièces distinctes mais je ne trouve aucun texte justifiant ce choix.

Nombre de réponses : 0

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/06/2010

[ANC] Refus de visite

J'ai un administré qui ne veut pas la visite du SPANC dans le cadre du premier diagnostic. Ma collectivité a délibéré afin de pouvoir appliquer une pénalité dans les cas de refus de visite (100 % de majoration par rapport au coût de la visite, soit 200 €). J'ai envoyé une lettre de relance précisant la majoration et leur demandant de me contacter dans les 7 jours pour fixer un rendez-vous. En retour j'ai eu une lettre de leur avocat me disant que la loi avait prévu la date butoir du 31/12/2012 pour faire les diagnostic et que ses clients étaient d'accord pour que je fasse la visite en décembre 2012.... Ai-je des moyens me permettant d'imposer une date ? Petite précision : l'habitation comprend un bar (licence 4), donc reçoit du public, est-ce un moyen de pression ?

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/06/2010

[ANC] Remplacement WC public par toilettes sèches

Nous avons eu cette semaine à l'ordre du conseil municipal le rapport annuel 2009 du service de l'eau. Compte-tenu des estimations de consommations par nos 3 WC publics (sur notre commune d'environ 6 600 habitants), nous pensons nous renseigner sur les toilettes sèches. Certains parmi vous connaissent-ils des communes en ayant installées ?

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 18/06/2010

[ANC] Quelle filière pour une aire de lavage VTT

Notre CDC travaille sur la mise en place d'une station VTT. Pour ce faire, ils souhaitent mettre un service de lavage à dispositions des utilisateurs. Avez vous connaissance de stations de lavage VTT situées en zonage Assainissement non collectif et avez vous des exemples de dimensionnement d'une telle filière de traitement pour ce genre d'équipement (fréquentation de pointe 30 VTT jour)? Ou peut-être des exemples de station tout en un (récupération des eaux de pluie avec un recyclage des eaux souillées)?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[ANC] Coûts micro-station

J'aimerais connaître le coût d'investissement et de fonctionnement d'une micro-station en assainissement non collectif.

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 15/06/2010

[ANC] CCTP bon fonctionnement marché à BC

Nous voudrions lancer un marché à BC pour réaliser des bons fonctionnements. Possédez-vous des CCTP ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 15/06/2010

[ANC] Convention de facturation avec le délégataire chargé de l'eau et l'assainissement.

Pouvez-vous m'indiquer le coût de la prestation de facturation par le délégataire de la redevance ANC par facture et par an.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 15/06/2010

[ANC] Evacuation des eaux traitées K compris entre 10mm/h et 500mm/h

Je souhaite avoir votre opinion à propos de la gestion des modalités de rejets des eaux traitées (filières drainées). Si le sol en place permet une évacuation (k compris entre 10mm/h et 500mm/h) en sortie de filtre, quel est le dimensionnement que vous imposez pour l'aire d'infiltration lors de l'étude de filière?

Nombre de réponses : 1

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 15/06/2010

[ANC] Colmatage d'un filtre à sable vertical drainé

Un particulier a un problème de colmatage avec son filtre à sable vertical drainé depuis 1 mois. Le filtre à sable est en place depuis 2006, le contrôle d'exécution avait bien été effectué par le SATAA et l'avis était favorable. Le regard de répartition est plein d'eau et il déborde. Le particulier a fait faire la vidange de la fosse toutes eaux il y a 15 jours (d'après les vidangeurs il n'était pas nécessaire de la faire) ; les vidangeurs ont de plus passé un furet dans les drains. Ceci n'a rien changé au problème. Que se passe-t-il ? Le sable peut-il être déjà colmaté ? Quels sont les moyens de le vérifier ? Y a-t-il une garantie décennale sur les travaux d'assainissement non collectif ? Si oui, comment cela se passe si l'entrepreneur qui a fait les travaux est maintenant à la retraite ?

Nombre de réponses : 4

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 10/06/2010

[ANC] Pour une cabane de pêche

Un particulier propriétaire d'un étang pour la pêche a installé un abri équipé de toilettes et d'un point d'eau. Il utilise occasionnellement cet abri, c'est à dire surtout l'été. Il souhaite avoir un assainissement aux normes. Est-il obligé de refaire une étude de filière avec un ANC digne de ce nom sachant que le système ne sera sollicité que ponctuellement et que le local ne comporte pas de chambre donc pas de référence pour le dimensionnement ou bien une fosse étanche suffirait-elle avec un entretien régulier ?

Nombre de réponses : 2

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 08/06/2010

[ANC] Coefficient K, évolution des coûts de l'ANC

Quel coefficient K utilisez-vous pour l'ANC? Aujourd'hui je dispose du K de l'assainissement collectif mais peut-on considérer qu'il est utilisable pour l'autonome? En effet, le mode de calcul ne semble pas prendre en compte le coût du traitement des déchets (évacuation des boues).

Nombre de réponses : 0

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/06/2010

[ANC] MNIE (Milieux Naturels d'Intérêt Ecologique)

Je viens de recevoir d'une mairie une étude de filière qui présente un projet de type filtre à sable sur une parcelle réservée au Plan Local d'Urbanisme N°1 et répertoriée à l'inventaire MNIE Milieux naturels d'intérêt écologique comme une prairie à orchidée à protéger. Il s'agit de gens du voyage qui ont présenté le dossier et ils n'ont pas l'autorisation de la mairie pour s'installer. J'ai besoin de votre aide pour répondre à cette demande. Peut-on refuser la conception?

Nombre de réponses : 1

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/06/2010

[AC/ANC] Facturation des demandes d'information des notaires

Nous sommes sollicités par les notaires, comme tous les Services Assainissement, pas forcément pour effectuer des contrôles mais également juste pour demander des informations. Pour l'instant nous ne facturons pas ces demandes d'information mais nous envisageons de le faire à court terme. Nous nous posons donc la question de la mise en recouvrement, de l'intégration au règlement d'assainissement ...

Nombre de réponses : 3

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 04/06/2010

[ANC] Opération groupée de réhabilitation

Nous sommes à la recherche de contacts auprès de communautés de communes ayant une expérience de partenariat avec des établissements bancaires (afin de faciliter le financement des assainissements auprès des particuliers) dans le cadre d'opération de réhabilitation groupée d'assainissement non collectif.

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 02/06/2010

[ANC] Devenir des refus qui se soumettent aux majorations ?

Comme tous les SPANC j'imagine, nous avons des refus de visite. Nous nous en sommes occupés (avec toutes les démarches et le temps que cela demande) en notifiant le refus et en les majorant de 100% de la redevance comme le prévoit la réglementation. Des personnes ayant refusé la visite ont donc payés la majoration et la question se pose maintenant sur le devenir de ces personnes. Ils ont bien compris qu'il été mieux pour eux de payer une redevance majorée plutôt que d'être probablement obliger de réhabiliter et dans ce cas d'engager des sommes beaucoup plus importantes qu'une simple redevance majorée ! Si vous êtes dans ce cas là, qu'avez-vous mis en place ? Que faire finalement pour contrôler leur installation ? Et ainsi respecter l'équité envers les usagers ? Dans l'absolu, la majoration de la redevance pourrait-elle être demandée chaque année ? Faut-il alors forcer le contrôle avec un OPJ (officier de police judiciaire : maire ou gendarmerie) pour cette minorité de personnes ? Vaste problème qui semble être une impasse pour nous SPANC, et une finalité pour l'usager.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 01/06/2010

[ANC] Animation d'un Réseau de Technicien de SPANC

Je souhaiterais savoir quels Départements assurent l'animation d'un Réseau de Techniciens de SPANC? En quoi exactement consiste cette mission d'animation et quels sont les moyens humains et financiers dont vous disposez?

Nombre de réponses : 6

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 31/05/2010

[ANC] Elimination des effluents de lavage de filtre pour piscine privative-ANC.

Dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme concernant l'implantation d'une piscine privative sur une parcelle en zone non desservie par le réseau d'assainissement, quelles précisions apportait- vous dans votre avis? Les eaux de vidange de bassin doivent être dirigées vers le dispositif d'élimination des eaux pluviales, mais que fait-on des effluents de lavage de filtre si les cartouches ne sont pas employées? On ne peut les assimiler, me semble t-il, à des eaux domestiques, et les raccorder au dispositif d'assainissement non collectif constituerait un danger pour le bon fonctionnement. Que font les professionnels sur votre territoire?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 25/05/2010

[ANC] Contrôle des installations neuves et existantes

Je suis à la recherche d'un modèle de marché de prestations de service : réalisation des contrôles des installations neuves et existantes d'assainissement non collectif

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/05/2010

[ANC] Toilettes sèches

Une commune propriétaire d'une forêt souhaite y installer des toilettes sèches avec système de lombricompostage. Cet équipement ne sera utilisé que ponctuellement puisque la fréquentation du public dans cette forêt (qui sert de balade avec parcours sportif) n'est pas très importante. Il est difficile techniquement de raccorder au réseau collectif car trop éloigné et le système de toilettes sèches étudié actuellement par cette commune est très onéreux. Connaissez-vous d'autres techniques ou équipement qu'il serait possible d'installer ?

Nombre de réponses : 3

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 17/05/2010

[ANC] dimensionnement ANC regroupé

J'aimerais avoir vos avis concernant le dimensionnement d'un ANC regroupé comprenant: - 2 habitations de 2 chambres chacune - 1 salle des fêtes d'une capacité d'accueil de 19 personnes disposant d'un WC et d'1 lavabo qui sont également ouverts au public l'été. La consommation en eau de cette unité est d'environ 3000 litres par an. Le projet est de mettre en place un prétraitement individuel (1 fosse toutes eaux de 3000 litres pour chaque habitation et une fosse dont le volume reste à déterminer pour les WC publics) et un filtre à sable vertical drainé avec chasse à auget commun. Quelle surface de filtre et quels volumes de chasse et de fosse toutes eaux préconiserez-vous?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 17/05/2010

[ANC] qui est responsable de l'ANC ?

Un ANC pour un restaurant est à réhabiliter. Est-ce que le responsable est le propriétaire des murs ou le propriétaire du fond de commerce ? La nouvelle acheteuse du fond de commerce vient de me demander et je n'ai pas su lui répondre avec certitude.

Nombre de réponses : 4

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 12/05/2010

[ANC] SPANC - règle de mesure du niveau de boue

Je suis à la recherche de fournisseur de règle pour la mesure du niveau de boue dans les fosses toutes eaux.

Nombre de réponses : 5

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 11/05/2010

[ANC] Microstations

J'ai rendez vous chez un usager du SPANC demain avec un représentant de la société aquitaine bio-teste pour le projet de mise en place d'une microstation. Sachant qu'aucune microstation n'est actuellement publiée au Journal Officiel, je désire informer l'usager (chose déjà faite par téléphone) que le SPANC ne peut autoriser une filière non réglementaire (l'objectif n'est pas de mettre en œuvre un dispositif de traitement en aval mais bien de prévoir uniquement une microstation). Je prépare actuellement ce rendez-vous et j'ai trouvé sur internet une brochure de cette société qui indique : "Dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien en tant que filière de TRAITEMENT des effluents domestiques pour les populations de moins de 50 EH, cette conformité dispense du filtre à sable recommandé en droit français. Cette garantie est assurée sous réserve de contrat de maintenance signé entre Aquitaine Bio teste et le client. Les normes européennes sont directement opposables au droit français en contradiction avec celles-ci". Je m'attends donc à une certaine pression où le représentant va vouloir me convaincre que l'arrêté du 7 septembre 2009 n'a aucune valeur par rapport aux normes européennes. (Peut-on comparer une norme et une réglementation?) Il ne me semble pas que normes et réglementations aient les mêmes objectifs. Que pensez-vous de ces éléments? Comment peut-on défendre l'arrêté du 7 septembre 2009 ?

Nombre de réponses : 4

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/05/2010

[ANC] recherche circulaire

Je recherche la circulaire du 23 novembre 1972.

Nombre de réponses : 0

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 06/05/2010

[ANC] Permis de construire et filière d'assainissement individuelle non agréée

Un particulier souhaite mettre en place des bassins-filtres à plantes aquatiques pour épurer ses eaux ménagères. Ce dispositif de traitement n'étant pas agréé, le SPANC a émis un avis technique défavorable. Suite à cet avis, le Maire peut-il refuser le permis de construire, et si oui, comment peut-il justifier ce refus?

Nombre de réponses : 1

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 05/05/2010

[ANC/AQUA] rejet de filtre à sable drainé dans une mare

Je dois effectuer un contrôle de conception et de bonne implantation pour un projet d'habitation, avec mise en place d'une fosse toutes eaux et d'un filtre à sable vertical drainé. Le terrain n'est pas favorable à une infiltration des effluents (terrain humide). Le seul rejet possible pour les eaux traitées est une mare communale d'environ 100 m² avec présence de poissons. Le Maire est susceptible de donner son autorisation pour ce rejet mais nous souhaitons nous assurer qu'il n'existe aucun risque pour la qualité des eaux de la mare et la vie piscicole. Il semble que le filtre à sable assure de manière générale une excellente performance pour l'abattement en pollution organique mais je crois savoir (sauf erreur de ma part) que les rejets peuvent présenter la présence de germes. Que pensez-vous de l'impact qu'un tel rejet peut porter sur ce milieu récepteur ?

Nombre de réponses : 2

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 04/05/2010

[ANC] Filtre bactérien percolateur

J'ai réalisé un diagnostic d'assainissement non collectif qui date de 1986. Le propriétaire me dit que le traitement se compose de filtres bactériens percolateurs. Pensez-vous que c'est possible au vu de l'année de mise en place ? Sinon de quels dispositifs peut-il s'agir ? Filtres à cheminement lent ?

Nombre de réponses : 3

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 03/05/2010

[ANC/AC] Calcul d'EH

On me demande d'évaluer les effluents rejetés par des industries (eaux vannes). Quel ratio doit-on prendre pour un site industriel pour transformer le nombre d'employé en EH?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

2. Eau Potable

Le : 23/06/2010

[AEP] Redevance eau industrielle

Une commune a-t-elle le droit d'instaurer une redevance pour le prélèvement d'eaux industrielles sur des captages situés sur son territoire? Si oui, quels sont les textes qui encadrent cette possibilité?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 23/06/2010

[AEP] Achat détecteur de fuite

Je recherche un CCTP et règlement de consultation pour l'achat de matériel de détection de fuite.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/06/2010

[AEP] Problèmes eaux rouges

Quelqu'un a-t-il déjà eu à résoudre des problèmes d'eaux rouges? Si oui, quelles solutions avez-vous retenues? Et pour quelles raisons avez-vous fait ce choix?

Nombre de réponses : 3

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[AEP] Recherche d'un fabricant de pastilles de chlore pour le traitement d'eau potable dans les réservoirs

Nous sommes actuellement à la recherche d'un fabricant de pastilles de chlore utilisables pour le traitement de l'eau potable dans les réservoirs.

Nombre de réponses : 3

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 15/06/2010

[AEP] Borne incendie

Je suis à la recherche de la réglementation et les sanctions applicables aux personnes qui utilisent les bornes d'incendie pour leur usage personnel sans autorisation (notamment les entreprises de vidanges).

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 10/06/2010

[AEP] Assistance Technique dans le domaine de l'eau potable

Dans le domaine de l'eau potable, quelles sont les prestations concrètes (exemple terrain etc...) proposées par les Départements dans le cadre de l'assistance technique?

Nombre de réponses : 4

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/06/2010

[AEP] CCTP Etude nouvelles ressources AEP

Nous allons lancer sur notre syndicat une étude pour recherche de nouvelles ressources en eau (souterraine) pour l'alimentation en eau potable. Je suis à la recherche de modèles de cahier des charges. Si vous avez lancé une telle étude, pourriez-vous me communiquer le cctp ?

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 04/06/2010

[AEP] Régie recette

Avez-vous étudié la mise en place d'une régie de recettes pour le service d'eau potable ? Si oui, avez-vous un cahier des charges ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 01/06/2010

[AEP] La télérelève des compteurs d'eau

Nous souhaitons autoriser notre fermier à tester, sur une catégorie d'abonnés (les gros consommateurs) et sur une zone géographique précise, la télérelève. Il semblerait que cela nous oblige à étendre cette prestation à l'ensemble des abonnés du service de l'eau potable dans un délai de quatre ans maximum afin de respecter le principe de l'égalité des administrés devant le service public. Avez-vous des documents, des précisions à ce propos ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 01/06/2010

[AEP] Regroupement de collectivités dans le domaine de l'eau potable

Nous envisageons de réaliser une analyse juridique et financière concernant une éventuelle fusion de 4 syndicats d'eau. Nous sommes à la recherche d'études de ce type menées en régie ou confiées à un prestataire, afin de parfaire notre méthodologie d'analyse. Quelqu'un aurait-il mené ou fait réaliser ce type d'étude ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 10/05/2010

[AEP] Facturation eau potable/sprinkler

Je recherche des informations sur les pratiques de facturation d'eau potable servant à remplir des réserves (sprinkler ou autres) pour la défense incendie d'un bâtiment privé (en l'occurrence supermarché =>cuve de 1000m3). Cette eau n'est donc pas consommée dans le cadre d'un "réel" incendie mais pour la défense incendie interne du bâtiment. Facturez-vous cette consommation? Si oui, sur quelle base (comme un particulier ou modalités spécifiques) ?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 03/05/2010

[AEP] Dossier d'autorisation au titre Loi sur l'eau

Je recherche actuellement un exemple de cahier des charges (DCE si possible) pour la réalisation d'un dossier d'autorisation Loi sur l'eau pour un captage d'eau potable.

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

3. Eaux Pluviales

Le : 06/05/2010

[Pluv/AEP] Utilisation des eaux pluviales pour alimentation sanitaire

Qu'en est-il du raccordement des WC sur un récupérateur des eaux pluviales? Le sujet était source de polémique à cause des risques de contamination du réseau d'eau potable. Est ce autorisé? Sous quelles conditions?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 06/05/2010

[Pluv/AEP] Rejets des eaux pluviales vers un puits

Je souhaiterai obtenir une référence de texte législatif me permettant d'informer un propriétaire de l'interdiction de rejeter ses eaux de pluie vers un puits, susceptibles de polluer la nappe.

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

4. Assainissement Collectif

Le : 28/06/2010

[AC] Bathymétries remises en question...

Dans notre département, nous effectuons les bathymétries pour les communes dans le but d'élaborer par la suite un plan d'épandage et ainsi le curage de leurs lagunes. Cependant, ces derniers mois, nos mesures sont remises en question. En effet, les volumes mesurés lors des bathymétries sont parfois sous estimés du double par rapport à ce qui a été retiré. Cela est dû au fait que les entreprises de curage délayent énormément donc pompent beaucoup plus d'eau. Ce qui fait qu'une boue mesurée à 13-14 % de siccité lors d'une bathymétrie est épandue à 7-8 % de siccité, ce qui explique la différence de volume. Mais en tonnage, cela revient au même à peu de chose près. Les entreprises de curage facturent donc plus de volume qu'ils ne devraient vu qu'ils roulent et épandent des boues diluées. Comment remédier à ce problème pour que les communes s'y retrouvent financièrement, car il y a un surcôt non négligeable ? Comment font les autres SATESE lorsqu'ils font une bathymétrie ?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 25/06/2010

[AC/ANC/MA/AEP] Pilotage national : Assistance Technique

Existe-t-il un pilotage national, une personne référente de l'état pour ce qui concerne l'assistance technique des Départements ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 25/06/2010

[AC/ANC] Bilan d'activité Assistance Technique

D'après les textes de loi, le suivi et l'évaluation de l'assistance technique sont assurés par un comité qui en établit un bilan d'activité. Nous souhaiterions avoir des exemples de bilan d'activité pour élaborer au mieux le notre au sein de notre département.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 24/06/2010

[AC] Etude préalable à la mise en place de l'autosurveillance réseaux

Notre agglomération a la compétence assainissement. Dans ce cadre nous souhaiterions respecter les exigences réglementaires et mettre en place l'autosurveillance des réseaux d'assainissement. Je suis à la recherche d'un modèle de cahier des charges de l'étude préalable permettant de déterminer la localisation des points de mesure et l'emplacement des capteurs et de préparer les pièces du DCE pour le choix des entreprises.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 24/06/2010

[AC] Prétraitement aire de camping-car

Je cherche de la documentation (réglementation, choix des dispositifs et installations) sur la mise en place d'un prétraitement pour une aire de camping-car (+/- 20 places) avant le rejet des eaux usées sur le collecteur.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 24/06/2010

[AC/ANC] Etude pour mise en place d'un schéma de gestion départemental des sous-produits de l'assainissement

Notre Conseil général réfléchit au lancement d'une étude sur les sous-produits de l'assainissement collectif et non-collectif dans le but de mettre en place un schéma de gestion départemental de ces produits. Je souhaiterais donc avoir un retour d'expérience des départements ayant déjà mené ce type d'étude et avoir plus particulièrement des réponses aux questions suivantes : Quels produits ont-ils pris en compte lors de cette étude et pourquoi ? Quels acteurs ont-ils mobilisé lors de la réalisation de l'étude et à quel niveau chacun est-il intervenu dans le processus de pilotage de l'étude ?

Nombre de réponses : 3

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 24/06/2010

[AC] Budget en assainissement collectif

Ne m'occupant que du SPANC, mais du fait de débats en cours dans ma communauté de communes sur l'intérêt de prendre la compétence assainissement collectif, je suis à la recherche d'informations sur cette compétence. J'aimerais savoir s'il est possible de faire des sous-budgets en assainissement collectif, pour avoir un 1er sous-budget et donc un montant du prix de l'eau pour les communes équipées (step + réseaux), un 2ème sous-budget avec un autre montant du prix de l'eau pour les communes où des travaux sont envisagés, et enfin un 3ème sous-budget pour les communes non équipées et pour lesquelles des travaux ne sont pas encore programmés.

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 23/06/2010

[AC/AEP] Pénalisation financière des industriels

Nous sommes entrain de réviser notre règlement d'assainissement et l'on prévoit d'appliquer des pénalités financières aux industriels, raccordés au réseau, pour tout non respect des termes du règlement, de l'arrêté d'autorisation de rejet ou de la convention de déversement. Pour les plus gros consommateurs d'eau potable, on calcule la base journalière forfaitaire de cette redevance pénalité en faisant une moyenne avec données des trois années précédentes (moyenne du volume consommé * moyenne du taux de la redevance/365). Cette base forfaitaire sera ensuite multipliée par le nombre de jours d'infraction. Pour les petits consommateurs, on peut faire ce calcul mais le montant journalier sera très faible donc non dissuasif, donc on souhaite fixé la base forfaitaire à 10 ou 20€/jour. Ma question est la suivante : comment cela se passe dans vos collectivités? Avez-vous mis en place un système de pénalisation financière des industriels non conformes? Connaissez-vous un texte réglementaire sur lequel on peut s'appuyer pour fixer le montant de la base forfaitaire?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/06/2010

[AC] Cahier des charges pour le choix d'un bureau d'étude

Je suis à la recherche d'un modèle de cahier des charges pour le choix d'un bureau d'étude capable de nous déterminer la réhabilitation d'une STEP et le choix des entreprises et voir même le suivi du chantier.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/06/2010

[AC/ANC] Réhabilitation des puits de perte d'une STEP

L'exutoire d'une station d'épuration par lagunage est la filtration sur 1 m de sable puis un drainage pour évacuation des eaux sur des puits de perte. Des essais par pompage ont montré que les puits (Diam 1 m) étaient colmatés. Avez-vous un retour d'expérience pour le nettoyage (mécanique et/ou chimique) + le volet financier ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/06/2010

[AC] Déclaration d'utilité publique

Dans le cadre de la construction d'une station d'épuration, nous souhaitons acquérir plusieurs parcelles mais les propriétaires ne sont pas vendeurs. Nous allons procéder à une DUP. N'ayant jamais lancé de DUP, je suis à la recherche d'informations concernant ce sujet.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

[AC] Cuivre dans les boues de STEP

Je viens d'arriver sur le poste et on m'apprend que les boues de la STEP ont une concentration trop importante en cuivre pour être épandues. J'aurai voulu savoir si quelqu'un connaissait un traitement pour le cuivre dans les boues car à l'heure actuelle, les boues sont déshydratées sur place et envoyées en CET. Ceci n'est pas économiquement viable pour la collectivité.

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 10/06/2010

[AC/AEP] TVA applicable aux travaux chez les usagers

Nous sommes en train de réactualiser nos règlements d'eau et d'assainissement et nous en profitons pour réactualiser nos tarifs de prestation (branchements chez les usagers etc...). Dans le cadre de travaux chez les particuliers (branchement neuf), quel taux de TVA appliquez-vous ?

Nombre de réponses : 4

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 09/06/2010

[AC] Bac dégraisseur

Je suis à la recherche d'informations sur le dimensionnement des bacs dégraisseurs pour des activités de boucherie et de restauration, ainsi que des modèles de règlement de service d'assainissement pour une petite commune qui traitera l'ensemble des effluents par lagunage.

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 08/06/2010

[AC/AEP] Rétrocession des ouvrages d'assainissement

Rétrocession des ouvrages d'assainissement (eaux usées et pluviales) desservant un lotissement, initialement privé. Quelles précautions le maire doit-il prendre pour élaborer la convention qui le lie, pour un temps défini, au lotisseur, au niveau : - de la conception des ouvrages, - de la construction des ouvrages, - de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages, Que peut-elle imposer (matériaux employés, contrat d'exploitation, renouvellement des ouvrages, surveillance des ouvrages...) ? Peut-elle exiger un contrôle externe aux frais du lotisseur ? La collectivité peut-elle refuser la rétrocession ? Est-ce que la jurisprudence est importante en la matière ?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/06/2010

[AC] PRE dans le cas d'extension

Une demande d'urbanisme a été déposée pour la création de commerces dans une galerie marchande d'un hypermarché. Le gérant nous apprend qu'il n'y aura pas de point d'eau supplémentaire. Je voulais savoir si cette extension peut être soumise à la PRE. Avez-vous déjà été confronté à ce cas ?

Nombre de réponses : 5

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/06/2010

[AC/ANC] Facturation des demandes d'information des notaires

Nous sommes sollicités par les notaires, comme tous les Services Assainissement, pas forcément pour effectuer des contrôles mais également juste pour demander des informations. Pour l'instant nous ne facturons pas ces demandes d'information mais nous envisageons de le faire à court terme. Nous nous posons donc la question de la mise en recouvrement, de l'intégration au règlement d'assainissement ...

Nombre de réponses : 3

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/06/2010

[AC] Passage réseau sous domaine privée

Quelle est la procédure à engager lorsque l'on doit faire passer une partie du réseau de collecte des eaux usées à travers une parcelle privée bâtie, outre la création de la servitude? Le propriétaire doit-il être indemnisé ? Doit-on lui faire payer son branchement ?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 04/06/2010

[AC] Autorisation de rejet eaux usées domestiques

Je souhaite mettre à jour le contenu des arrêtés d'autorisation que je délivre pour des eaux usées domestiques. Pourriez-vous me donner pour exemple un de vos arrêtés ?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 04/06/2010

[AC] Nettoyage des diffuseurs d'air du bassin biologique

Je sais qu'il est possible d'injecter de l'acide formique pour éliminer les dépôts de calcaire sur les diffuseurs d'air situés dans le bassin d'aération d'une station d'épuration. Je suis à la recherche d'éléments (méthodologie, concentration, quantité..) et de retours d'expérience.

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 02/06/2010

[AC/ANC] Comparatif coût AC/ANC

On me demande un comparatif du coût de l'assainissement en non collectif par rapport au collectif. Quelle méthodologie de comparaison dois-je appliquer? - installation neuve / branchement neuf ? - installation existante / branchement existant ? Quelqu'un a t-il déjà eu cette réflexion?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 02/06/2010

[AC] Réhabilitation d'une ancienne lagune

Avec une collectivité, nous étudions les possibilités de réhabilitation d'une ancienne lagune, envahie d'arbustes et roseaux. Une étude a été effectuée, la vidange de la lagune serait coûteuse et le devenir de ce résidu de curage est laborieux (un peu trop chargé en déchets type serviettes hygiéniques, teneurs en un élément trace un peu trop élevée pour être épandu en agriculture - effluents trop chargés pour être déposés sur une autre station - débouché en incinération incertain et très coûteux...). Je voulais savoir si d'autres collectivités avaient rencontré cette situation, si une revégétalisation avait déjà été effectuée avec un suivi éventuel des eaux souterraines, etc...

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 02/06/2010

[AC] Curage de bassin de lagune implanté avec des roseaux

Nous allons procéder aux premiers curages du 3ème bassin de lagunes, bassin implanté avec des roseaux. J'aurai souhaité échanger avec d'autres organismes qui ont déjà suivi ce type d'opération. Comme nous, le syndicat mixte recyclage agricole, travaillons aussi pour les intérêts de l'agriculture, nous craignons surtout la gestion lors du curage des rhizomes des roseaux (faut-il les broyer, les laisser sécher suffit-il...).

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 01/06/2010

[AC] obligation de raccordement au réseau d'eaux usées en gravitaire

Je suis à la recherche d'un éventuel texte réglementaire obligeant l'abonné à se raccorder en gravitaire au réseau d'eaux usées plutôt que par l'intermédiaire d'un poste de relèvement, si une boîte de jonction a été créée préalablement à la construction? En effet, un riverain, sur notre territoire s'est raccordé par l'intermédiaire d'un poste, contrairement à ce qui avait été indiqué dans le permis de construire ce qui implique une non conformité au regard du code de l'urbanisme. Certains d'entre nous ont ils déjà été dans la même situation ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 31/05/2010

[AC] Montant des compensations pour établissement de servitude de tréfonds

Notre syndicat doit, dans la perspective de prochains travaux d'assainissement, envisager la signature de conventions de servitude avec des privés pour implanter un collecteur en partie privative. Ce ne serait pas une première puisque nous avons un certain linéaire de réseau en terrain privé, mais chez nous comme dans de nombreuses collectivités, les servitudes anciennes n'ont pas été enregistrées. Nous nous trouvons donc comme des débutants devant cette situation (qui nous fait également réfléchir à la régularisation de la situation antérieure). Sur quelle base financière asseyez-vous les compensations financières pour l'établissement de servitudes? Je ne sais quelle référence prendre. J'ai vu des compensations symboliques (1€) qui me paraissent difficilement acceptables, des compensations forfaitaires (250€) qui me paraissent difficilement défendables... Les établissez-vous vous-mêmes, ou passez vous par le biais de notaires?

Nombre de réponses : 0

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 26/05/2010

[AC/MA] Problématique étang - pompage - eutrophisation

Interrogé par le gestionnaire d'un golf, je suis face à une nouvelle problématique: Tout commence au niveau d'une STEP, cette dernière rejette les eaux "traitées" dans un étang, ce dernier est en cours eutrophisation, les eaux qu'il reçoit sont à mon avis trop chargées en élément nutritif, il n'y a pas ou peu d'ombrage sur cet étang et on peut observer de nombreux paquets de mousse-vase verdâtre à la surface. Les eaux de cet étang sont utilisées pour arroser le golf, une crépine est donc plongée dans l'étang. Lors de fortes chaleurs la crépine est régulièrement bouchée en raison du développement excessif de la végétation. Nous aimerions donc trouver un moyen permettant de limiter le développement de cette végétation. Quels moyens existe-t-il pour assainir cet étang, traitement à la chaux, biolagune...? Je précise que: l'assainissement de cet étang ne doit pas rendre les eaux impropres à l'arrosage du golf cet étang est équipé de trois aérateurs une analyse physico chimique des eaux rejetés par la STEP est en cours l'apport d'ombrage est relativement compliqué.

Nombre de réponses : 0

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/05/2010

[AC/AEP] Fixation des tarifs

Je suis interrogé par un élu qui souhaite mettre en place dans sa commune des tarifs au m3 différenciés selon la taille de la famille occupant l'habitation. Il envisage une part fixe à laquelle s'ajoutera une part variable fonction du volume consommé, avec tarif progressif mais dont les limites seront différentes selon la taille de la famille. Par exemple pour une famille de 2 personnes la 1ère tranche serait de 0 à 50 m3 et pour une famille avec 4 personnes la première tranche irait de 0 à 100 m3 avec un même prix au m3 dans les deux cas. La deuxième tranche serait pour la première famille de 50 à 100 m3 et pour la seconde famille de 100 à 200 m3 avec un prix au m3 plus élevé que dans la première tranche mais identique pour les deux cas. Avez-vous des exemples de collectivités pratiquant cette formule de tarification ? Le principe d'égalité des usagers devant le service public est-il respecté dans ce cas de figure ?

Nombre de réponses : 1

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 21/05/2010

[AC] Arrêté autorisation de déversement

Lorsqu'une compétence assainissement est transférée à une Communauté d'Agglomération, les arrêtés d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques sont signés conjointement par le maire et le président ou seulement par le président?

Nombre de réponses : 2

► [Consulter/Répondre](#)

Le : 20/05/2010

[AC] Effluents liquides d'incinération

Je cherche des informations sur la réglementation relative aux effluents liquides issus d'usines d'incinération (articles de loi, normes de rejets, prescriptions spécifiques relatives aux traitements des effluents ...) dans l'objectif d'établir une autorisation de déversement.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 19/05/2010

[AC] Mélange de boues d'épuration

Nous avons demandé à la DDA l'autorisation de mélanger les boues de notre collectivité avec celles de la commune voisine afin de mettre en commun le stockage, le traitement et le plan d'épandage. Je voudrais savoir si d'autres collectivités ont fait cette démarche et quels sont les justificatifs qui ont été apportés (analyses...)

Nombre de réponses : 4

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 18/05/2010

[AC] Autorisation de déversement chez les garages

Je suis à la recherche d'informations, de documents liés aux activités du secteur garage (mécanique, station de lavage, carburant...) pour établir un document type d'autorisation de déversement pour ce secteur. Avez-vous déjà réalisé et fait signer ce type de document auprès de ces entreprises ? Comment avez-vous procédé ? Sur quel document ou réglementation vous êtes-vous référés pour établir des valeurs limites, et pour imposer ou non un prétraitement...?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 17/05/2010

[AC] Arrêté d'autorisation de déversement: quelles limites pour les eaux usées domestiques?

Je suis en train de mettre à jour les arrêtés d'autorisation de déversement pour les commerces et industriels sur le territoire de la communauté de communes. Toutefois j'aimerais avoir des retours d'expérience pour savoir à partir de quelles limites l'on considère que les eaux ne sont plus domestiques? Faut-il faire des arrêtés pour les chambres d'hôtes, les hôtels, les petits commerces? Car en effet si on regarde la définition : les eaux usées domestiques sont issues des toilettes, douches, lavabos et cuisine! Où avez vous placé les limites?

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 17/05/2010

[AC] commission consultative des services publics locaux

Un syndicat est à la recherche de modèles de délibération portant sur la création d'une commission consultative des services publics locaux.

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 11/05/2010

[AC] salage des routes en janvier conséquences sur le traitement en STEP

Lors des épisodes neigeux de janvier, nous avons eu des difficultés au niveau du traitement de la station d'épuration qui seraient dues à une défloculation de nos boues. Ainsi nous avons eu une valeur rédhibitoire sur le paramètre MES. Pour corroborer ceci nous avons réalisé une mesure de concentration en chlorures (habituellement nous sommes <108 mg/l et le 12 janvier nous étions à 316 mg/l sachant que le pic de pollution était passé). Est ce que certaines collectivités ont rencontré des problèmes similaires avec le salage important des routes ou avec un apport d'effluents riches en sels ?

Nombre de réponses : 1

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/05/2010

[AC] Problème turbine rapide

Sur une lagune de 450 EH, il y a une grosse turbine rapide sur la première lagune. Celle-ci disjoncte régulièrement au bout d'1/2 heure de fonctionnement. Elle prend de l'intensité au bout d'un moment. Et quand on la redémarre, même qu'une minute après qu'elle ait disjonctée, elle repart à son intensité nominale. Elle n'est pas bouchée, car elle a déjà été sortie plusieurs fois, et le moteur ainsi que les phases électriques ont été vérifiés, et rien à signaler. D'où peut venir ce problème ?

Nombre de réponses : 2

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 07/05/2010

[AC] Autorisation de déversement + incinération des boues

Est-il juridiquement possible d'intégrer un article dans l'autorisation de déversement sur la répercussion éventuelle des coûts de l'incinération des boues non épanchables en tout ou en partie à l'entreprise ? Comment avez-vous géré ce problème sur votre territoire ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

Le : 03/05/2010

[AC] Zonage d'assainissement

Nous sommes un syndicat intercommunal qui regroupe 12 communes et avons la compétence de l'assainissement communal. Nous devons réaliser le zonage d'assainissement de notre territoire, et pour cela avons en main 11 délibérations communales sur 12, pour l'approbation du projet de zonage, étape préalable à la mise à enquête publique du zonage global sur les 12 communes. La dernière commune ne veut pas délibérer par opposition au choix d'assainissement fait par le syndicat sur un hameau particulier (décision de rester en ANC prise après étude technico-financière). Que faire ? La délibération de la commune est-elle vraiment obligatoire avant mise à enquête publique ?

Nombre de réponses : 0

▶ [Consulter/Répondre](#)

5. Documents de la Bibliothèque

Le : 17/06/2010

[AC] commission consultative des services publics locaux

Notre CCa mis en place une commission consultative des services publics locaux en février 2009. Vous trouverez ci-joint la délibération de création.

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[AC/ANC] Comparatif coût AC/ANC

Le département de Loire-Atlantique a réalisé un tableau faisant ressortir les différents coûts pris en compte pour l'assainissement collectif et le non-collectif.

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[AEP] CCTP Etude nouvelles ressources AEP

Je suis actuellement en charge d'un programme de recherche en eau souterraine. Ainsi, nous avons lancé nos premières études en 2004 et depuis 2009 nous commençons le 2nd programme. le CCTP est constitué de 2 lots: - Lot 1: Étude géophysique à la parcelle (pour une aide à l'implantation de sondages de reconnaissance) + suivi géologique et hydrogéologique de la reconnaissance par forage - Lot 2: Réalisation de sondages de reconnaissance et essais de pompage sur ceux jugés intéressants.

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[AC] Bac dégraisseur

Vous trouverez ci-joint un document établi par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pyrénées-Atlantiques concernant les séparateurs à graisse pour les métiers de bouche.

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[AC/AEP] Rétrocession des ouvrages d'assainissement

Nous avons mis en place un protocole avec un certain nombre de pièces à fournir avant rétrocession des réseaux d'un lotissement privé. Ce document ne concerne que les réseaux EU et AEP. Nous envoyons également un document technique à l'attention des lotisseurs précisant les règles de l'art pour la réalisation des travaux.

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/06/2010

[AC/AEP] TVA applicable aux travaux chez les usagers

Je confirme pour la TVA à 19,6 % sur les travaux sauf si les travaux concernent le raccordement d'une habitation de plus de deux ans. Dans ce cas l'utilisateur peut bénéficier de la TVA à taux réduit 5,5 % en remplissant l'attestation ci jointe. Cette attestation est à remettre à la perception avec le titre de recette."

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/06/2010

Modèles d'arrêtés de raccordement et déversement au réseaux EU/EP

[Consulter/Répondre](#)

Le : 28/05/2010

[AC] Mélange de boues d'épuration

Notre syndicat mixte et la DDT avons élaboré : - un "formulaire" de demande de mélange de boues (possible chez nous que si les boues sont issues de stations gérées par le même maître d'ouvrage pour ne pas avoir de problème de responsabilité), - un formulaire de demande de superposition d'épandage de boues (pas le même maître d'ouvrage et des boues à intérêt agronomique complémentaire, mais pas d'épandages la même année et analyse de terre avant chaque épandage de boues différentes).

[Consulter/Répondre](#)

Le : 28/05/2010

[ANC] toilettes sèches

Une installation de toilettes sèches a été réalisée sur une de nos communes. Voici quelques documents.

[Consulter/Répondre](#)

5.1 Supports d'intervention

Le : 07/06/2010

RT EAU-AQUA 19/05/2010 - Les Services d'Assistance Technique des Départements

Les Services d'Assistance Technique des Départements
Rencontre Technique des Réseaux Eau et Milieux Aquatiques

Le 19 mai 2010

Les missions d'initiative départementale face à l'Assistance Technique réglementaire

Florent PICHON, Conseil général du Jura

Conventions et barèmes tarifaires : mise en place et particularités

Raphaël YOUSSEFIAN, Conseil général du Rhône

Les différentes missions d'une cellule d'Assistance Technique pour les milieux aquatiques

Alain MARCHEGAY, Conseil général de Charente

Le positionnement d'un Service d'Assistance Technique sur le secteur concurrentiel

Gilles FERJOUX, Conseil général du Maine-et-Loire

[Consulter/Répondre](#)

5.2 Les notes d'experts du Réseau

Le : 18/05/2010

NOTE EXPERT - D.E.Conseil - Approbation du règlement d'assainissement intercommunal

Veillez trouver ci-joint la Note d'Expert de D.E.Conseil à la question Approbation du règlement d'assainissement intercommunal :

« Un règlement d'assainissement intercommunal doit-il être approuvé par chaque commune membre concernée ou bien la délibération du conseil de l'EPCI suffit-elle ? Par ailleurs, pour son application et en l'absence de transfert du pouvoir de police, les maires doivent-ils prendre un arrêté pour son application ? ».

[Consulter/Répondre](#)

Le : 18/05/2010

NOTE EXPERT - D.E.Conseil - Transfert de compétence - déplacement des ouvrages transférés

Veillez trouver ci-joint la Note d'Expert de D.E.Conseil à la question Transfert de compétence - déplacement des ouvrages transférés :

« Lorsqu'une commune a transféré une de ses compétences à un EPCI (comme la gestion de l'eau) et pour ce faire lui a transféré ses ouvrages, en cas de nécessité de déplacement de ces ouvrages (travaux d'intérêt général), qui doit assumer les frais de ce déplacement ? La commune est elle restée propriétaire ou est ce l'EPCI ? Quelles sont les textes réglementaires en la matière ? ».

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/05/2010

Note Expert - CNIDEP - Assainissement EU issues d'une station de lavage poids lourds

Veillez trouver ci-joint la Note d'Expert du CNIDEP à la question Assainissement d'eaux usées issues d'une station de lavage pour poids lourds :

« Une Communauté de Communes est à la recherche d'informations au sujet du traitement des eaux issues de station de lavage de poids lourds (en situation de raccordement au réseau collectif ou en situation d'ANC). Quels sont les règles de dimensionnement de ces ouvrages ? Quel service est chargé de contrôler ce type d'assainissement ? Ces installations sont-elles soumises à déclaration ? Si oui, quels sont les seuils ? ».

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/05/2010

Note Expert - CNIDEP - Bac dégraisseur avant tabouret

Veillez trouver ci-joint la Note d'Expert du CNIDEP à la question Bac dégraisseur avant tabouret :

« Une Communauté de Communes possède sur son territoire une commune en assainissement collectif avec uniquement des commerces sans convention de rejet. Leur délégataire a envoyé un courrier à 2 restaurants, 1 café et 2 maisons de retraite pour qu'ils mettent chacun un bac dégraisseur, car les opérations d'hydrocurage sont fréquentes à ces endroits à cause des graisses. Le délégataire précise dans son courrier la mention "comme conformément à la réglementation". La Communauté de commune s'interroge sur cette réglementation dont le délégataire fait référence. Est-ce le règlement de service ? Comment peut-on imposer un bac dégraisseur si ce n'est pas mentionné dans le règlement de service ? Comment fait-on s'il n'y a pas de place avant le tabouret de mettre un bac dégraisseur ? ».

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/05/2010

Note Expert - CNIDEP - Raccordement d'une activité artisanale agroalimentaire

Veillez trouver ci-joint la Note d'Expert du CNIDEP à la question Raccordement d'une activité artisanale agroalimentaire:

« Une petite activité artisanale dans la préparation de conserves et plats cuisinés (viandes, poissons, fruits), produit environ 20 tonnes de produits par an. Dans le cadre d'un projet de raccordement sur un réseau communal, le département concerné recherche les différents équipements de prétraitement à prévoir (particulièrement au niveau du dégraissage) ».

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/05/2010

Note Expert - GETUDES - Responsabilité du délégataire

Veillez trouver ci-joint la Note d'Expert GETUDES Consultants à la question Responsabilité du délégataire :

« Le délégataire d'un syndicat membre du Réseau a été verbalisé par la police de l'eau pour une pollution en rivière après le rejet d'une STEP. Cela s'est déroulé en été où le débit était trop faible pour absorber le rejet en NH4. Ce Syndicat de demande donc qui doit assumer cette amende. ».

[Consulter/Répondre](#)

Au service de la Performance publique

Charte IC version 1.2 - copyright © 2010



93, avenue de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre Cedex
Tél : 01 45 15 09 09
Fax : 01 45 15 09 00
www.idealconnaissances.com